



**Conférence internationale
sur le financement du développement**

**Monterrey, Mexique
18-22 mars 2002**

Distr. limitée
21 mars 2002
Français
Original : anglais

Point 12 de l'ordre du jour
Adoption du rapport de la Conférence

Projet de rapport

Rapporteur général : M. Hazem **Fahmy** (Égypte)

Chapitre 3 Débat au niveau ministériel

1. À sa 2e séance, le 18 mars, la Conférence a approuvé l'organisation de ses travaux, telle qu'elle figurait dans le document A/CONF.198/4/Rev.1, et décidé de tenir un débat au niveau ministériel. Elle a également décidé de renvoyer le point 9 de l'ordre du jour intitulé « Débat au niveau ministériel » aux séances consacrées au débat ministériel.

Échange de vues général

2. À la 2e séance, le 18 mars, les participants au débat ministériel ont examiné le point 9 a) de l'ordre du jour, intitulé « Échange de vues général » et entendu des déclarations des représentants des organismes économiques, financiers, monétaires et commerciaux intergouvernementaux et des banques régionales de développement suivants : le Président du Comité du développement, le Président du Conseil économique et social, le Président du Groupe des Dix, le Président du Groupe des Vingt, le Président du Groupe des Vingt-quatre, le Président du Forum sur la stabilité financière et le représentant de la Banque asiatique de développement.

3. À la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales ci-après : l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Secrétaire général de la CNUCED, le Président du Fonds international de développement agricole (FIDA), la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Secrétaire général adjoint de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Secrétaire général adjoint de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Économiste principal du Secrétariat du Commonwealth, le chef de la délégation de

l'Organisation internationale de la francophonie, le Directeur général du Fonds commun pour les produits de base, le Président du Parlement latino-américain, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), le Directeur général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM), la Directrice exécutive du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le chef de la délégation de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Directeur de la stratégie à l'Organisation mondiale de la santé et le Directeur général du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida.

Rapport des forums du secteur privé et de la société civile

4. À la 2e séance, le 18 mars, les participants au débat ministériel ont examiné le point 9 c) de l'ordre du jour intitulé « Rapports des forums du secteur privé et de la société civile » et entendu des déclarations du Secrétaire général de la Chambre internationale de commerce (au nom du Forum international du secteur privé), du Président de ALCADECO (au nom du Forum de la société civile), du représentant du Sénat du Mexique (au nom du Forum des parlementaires) et du maire de Monterrey (au nom du Forum des collectivités locales).

Examen du projet de consensus de Monterrey

5. À la 2e séance, le 18 mars, les participants au débat ministériel ont examiné le point 9 b) de l'ordre du jour intitulé « Examen du projet de consensus de Monterrey » ; ils étaient saisi d'une note du Secrétariat transmettant le projet de conclusions et décisions de la Conférence (A/CONF.198/3), qu'ils ont transmis aux participants au débat au sommet.

Tables rondes ministérielles

6. Conformément à la décision 56/445 de l'Assemblée générale, huit tables rondes parties prenantes ont été organisées les mardi 19 et mercredi 20 mars dans le cadre du débat ministériel : deux tables rondes se déroulaient simultanément dans la matinée et deux autres l'après-midi. Les tables rondes du 19 mars étaient consacrées aux partenariats pour le financement du développement et celles du 20 mars à la cohérence pour le développement. On trouvera ci-après un compte rendu des tables rondes ministérielles.

Table ronde ministérielle A.1

Partenariats pour le financement du développement

7. Les Coprésidents de la table ronde A.1, Paa Kwesi Nduom, Ministre de la planification économique et de la coopération régionale (Ghana), Charles Josselin, Ministre de la coopération et de la francophonie (France), et Heidemarie Wieczorek-Zeul, Ministre fédérale de la coopération économique et du développement (Allemagne), ont ouvert la table ronde ministérielle et fait des déclarations liminaires.

8. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Algérie, Antigua-et-Barbuda, République de Corée, Argentine, Canada, Bolivie, États-Unis d'Amérique, Viet Nam, Népal, Grèce, Samoa, Bhoutan, Chine, Norvège, Ukraine,

Sri Lanka, Portugal, Burkina Faso, Bangladesh, Brésil, Lituanie, Belize, Angola, Botswana, Chili, Cap-Vert et Soudan.

9. Des déclarations ont été faites par les représentants des parties prenantes institutionnelles suivantes : Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Banque mondiale et Fonds monétaire international.

10. Des déclarations ont été faites par les représentants du secteur privé suivants : Suez Infrastructure Leasing and Financial Services, Deutsche Bank Research et Barra Mexicana Colegio de Abogados, Von Wobeser y Sierra.

11. Des déclarations ont été faites par les représentants ci-après de la société civile : Association pour les Nations Unies – République dominicaine, Fondation Friedrich Ebert, Association pour les Nations Unies – Danemark, Asociación de Economistas de America Latina y el Caribe/Brasil, International Gender and Trade Network, Center of Concern et Forum for African Alternatives (EcuTeam). Les Coprésidents ont présenté des conclusions.

12. Le compte-rendu établi par les Coprésidents (A/CONF.198/8/Add.4) sera annexé au présent rapport.

Table ronde ministérielle A.2

Partenariats pour le financement du développement

13. Les Coprésidents, Didier Opertti-Badan, Ministre des affaires étrangères (Uruguay) et Myoung-Ho Shin, Vice-Président de la Banque asiatique de développement, ont ouvert la table ronde ministérielle et fait des déclarations liminaires.

14. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Italie, Cuba, Danemark, Équateur, Tunisie, El Salvador, République dominicaine, Monaco, Népal, Colombie, Djibouti, République démocratique populaire lao (au nom des pays en développement sans littoral), Nouvelle-Zélande (au nom des Îles du Pacifique), Égypte, Costa Rica, Malte et République arabe syrienne.

15. Des déclarations ont été faites par les représentants des parties prenantes institutionnelles suivantes : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation de coopération et de développement économiques, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Banque mondiale et Fonds monétaire international.

16. Des déclarations ont été faites par les représentants du secteur privé suivants : Grupo Emyco, Samuels Associates, Potomac Associates, Moody's Investor Service, Groupe Evian, Uganda Small Business Enterprise, Grameen Phone.

17. Des déclarations ont été faites par les représentants ci-après de la société civile : Confédération internationale des syndicats libres, Quaker United Nations Office, World Association of Former United Nations Interns and Fellows, KULU Women in Development/WEDO. Les Coprésidents ont présenté des conclusions.

18. Le compte-rendu établi par les Coprésidents (A/CONF.198/8/Add.1) sera annexé au présent rapport.

Table ronde A.3 au niveau ministériel

Partenariats pour le financement du développement

19. Les Coprésidents, Shaukat Aziz, Ministre pakistanais des finances, et Mark Malloch Brown, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, ont ouvert la table ronde au niveau ministériel.

20. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Japon, Maroc, Australie, Guyana, Guatemala, États-Unis d'Amérique, Mali, République tchèque, Liechtenstein, Islande, Finlande, Irlande, Honduras, Pays-Bas, Panama, Fédération de Russie, Suisse, Afrique du Sud, Jamaïque, Yougoslavie, Namibie, Mexique et Éthiopie.

21. Les représentants des parties prenantes suivantes ont fait des déclarations : ONUSIDA, Fonds commun pour les produits de base, Commission économique pour l'Europe, Commission européenne.

22. Les représentants suivants du secteur privé ont fait des déclarations : Chambre internationale du commerce, Groupe financier AMBAC, Daimler Chrysler, Securities Industries Association, Groupe d'entreprises Cisneros, Union Bank of the Philippines.

23. Les représentants suivants de la société civile ont fait des déclarations : Centre Carter, Confédération mondiale du travail, United Methodist Church, Social Watch Asia, Organisation suédoise du travail, Maryknoll Sisters of St. Dominic, Centre pour le développement mondial, Instituto Brasileiro de Analysis Sociais e Economicas.

24. Le compte rendu établi par les Coprésidents (A/CONF.198/8/Add.2) sera joint en annexe au rapport.

Table ronde A.4 au niveau ministériel

Partenariats pour le financement du développement

25. Les Coprésidents, Mugur Isarescu, Gouverneur de la Banque nationale de Roumanie, et K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, ont ouvert la table ronde.

26. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Brésil, Philippines, ex-République yougoslave de Macédoine, Mozambique, Pérou, Inde, Suriname, Espagne, Slovaquie, Suède, Cameroun, Autriche, Tuvalu, Venezuela, Turquie, Brunéi Darussalam, Sainte-Lucie, Géorgie, Maurice, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Mongolie, Trinité-et-Tobago et Tonga.

27. Les représentants des parties prenantes suivantes ont fait des déclarations : Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Programme des Nations Unies pour le développement.

28. Les représentants suivants du secteur privé ont fait des déclarations : Frank Russell Company, African Business Round Table, Spring Investment Corporation, Financial Services Volunteer Corps.

29. Les représentants suivants de la société civile ont fait des déclarations : Japan Network on Debt and Poverty, Église de Norvège (EcuTeam), Coalition KARAT, Conseil oecuménique des églises (EcuTeam), Association nationale des

économistes, Development Network of Indigenous Volunteer Associations. Les Coprésidents ont fait des observations finales.

30. Le compte rendu établi par les Coprésidents (A/CONF.198/8/Add.3) sera joint en annexe au rapport.

*Table ronde B.1 au niveau ministériel
Cohérence pour le développement*

31. Les Coprésidents, Jan Kavan, Vice-Premier Ministre et Ministre tchèque des affaires étrangères, et Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED, ont ouvert la table ronde au niveau ministériel et fait des déclarations liminaires.

32. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Chine, États-Unis d'Amérique, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, Inde, Danemark, Jordanie, Malaisie, Angola, Australie, Slovénie, Sri Lanka, Suriname, Venezuela, Iraq, Lesotho, Égypte, Bangladesh, Suède, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Irlande, Uruguay, Viet Nam, Pérou, Tchad, Éthiopie et Botswana.

33. Les représentants des parties prenantes suivantes ont fait des déclarations : Commission européenne, Forum de stabilité financière, Banque mondiale, Programme alimentaire mondial, Fonds des Nations Unies pour la population, Organisation mondiale du commerce.

34. Les représentants suivants du secteur privé ont fait des déclarations : Conseil des entreprises pour les Nations Unies, Samuels Associates, Capital Markets Credit Society, Calvert Funds, AB Volvo, State Street Global Investor Services Group, Allied Zurich.

35. Les représentants suivants de la société civile ont fait des déclarations : Réseau africain pour l'environnement et la justice économique, Congregación de la Sagrada Familia, Comité catholique contre la faim et pour le développement, Coalition internationale des femmes pour la justice économique, Réseau des économistes femmes africaines. Les Coprésidents ont établi le compte rendu du débat.

36. Le compte rendu établi par les Coprésidents (A/CONF.198/8/Add.6) sera joint en annexe au rapport.

*Table ronde B.2 au niveau ministériel
Cohérence pour le développement*

37. Les Coprésidents, Trevor Manuel, Ministre sud-africain des finances, et Eveline Herfkens, Ministre néerlandaise de la coopération au service du développement, ont ouvert la table ronde au niveau ministériel et fait des déclarations liminaires.

38. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Mozambique, Pakistan, Guyana, Norvège, Philippines, ex-République yougoslave de Macédoine, Panama, Liechtenstein, Yémen, Portugal, Mali, Cambodge, Haïti, République démocratique populaire lao, Tunisie, Suisse, Congo et Fédération de Russie.

39. Les représentants des parties prenantes suivantes ont fait des déclarations : Organisation mondiale du commerce, Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation des Nations Unies, Fonds de développement des Nations

Unies pour la femme, Système économique latino-américain, UICN-Union mondiale pour la nature et Fonds international de développement agricole.

40. Les représentants suivants du secteur privé ont fait des déclarations : Soros Fund Management, BRED Banque populaire, ESKOM, Eurorient, Money Matters Institute.

41. Les représentants suivants de la société civile ont fait des déclarations : Instituto Brasileiro de Analysis Sociais e Economicas, Projet Bretton Woods, Réseau du tiers monde, Oxfam International, Espacio Autónomo, CIDSE et All Pakistan Federation of Labour.

42. Le compte rendu établi par les Coprésidents (A/CONF.198/8/Add.8) sera joint en annexe au rapport.

*Table ronde B.3 au niveau ministériel
Cohérence pour le développement*

43. Les Coprésidents, Ram Sharan Mehat, Ministre népalais des finances, et Enrique Iglesias, Président de la Banque interaméricaine de développement, ont ouvert la table ronde au niveau ministériel et fait des déclarations liminaires.

44. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Équateur, Cuba, Espagne (également au nom de l'Union européenne), Zambie, Islande, Turquie, Japon, Ukraine, Cameroun, El Salvador, Malaisie, République dominicaine, Luxembourg, Colombie, Ghana, Guatemala, Belgique, Costa Rica, Grenade et Azerbaïdjan.

45. Les représentants des parties prenantes suivantes ont fait des déclarations : Forum des îles du Pacifique, Banque mondiale, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (au nom de l'Organisation des Nations Unies), Fonds monétaire international.

46. Les représentants suivants du secteur privé ont fait des déclarations : Conseil des entreprises pour le développement durable (Mexique), Conseil des entreprises pour les Nations Unies.

47. Les représentants suivants de la société civile ont fait des déclarations : Réseau du tiers monde, Conseil oecuménique des églises (EcuTeam), African Centre for Empowerment Gender and Advocacy, Intermon Oxfam, Campagne pour réformer la Banque mondiale, FMANU/UNA-Argentine, ATTAC/Norwegian Forum for Environment and Development. Les Coprésidents ont établi le compte rendu du débat.

48. Le compte rendu établi par les Coprésidents (A/CONF.198/8/Add.7) sera joint en annexe au rapport.

*Table ronde B.4 au niveau ministériel
Cohérence pour le développement*

49. Les Coprésidents, Owen A. Arthur, Premier Ministre et Ministre barbadien des finances, et Jean Lemierre, Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ont ouvert la table ronde au niveau ministériel et fait des déclarations liminaires.

50. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : États-Unis d'Amérique, Brésil, Canada, Côte d'Ivoire, Algérie, Maroc, Finlande, Saint-Siège, Bénin, Burkina Faso, Chili, Autriche, Djibouti, Bahamas, Kenya, Arménie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Argentine, Belize et Yougoslavie.

51. Les représentants des parties prenantes suivantes ont fait des déclarations : Organisation de coopération et de développement économiques, Banque islamique de développement, Organisation internationale du Travail, Banque mondiale.

52. Les représentants suivants du secteur privé ont fait des déclarations : Grupo IMSA, Forum économique mondial, Conseil des entreprises pour le développement durable – Argentine, China Online, FireXchange.

53. Les représentants suivants de la société civile ont fait des déclarations : InterAction, World Economy, Ecology and Development, Grupo Género y Economía, Environnement et développement du tiers monde, Institut pour l'agriculture et la politique commerciale, Action for Economic Reform.

54. Le compte rendu établi par les Coprésidents (A/CONF.198/8/Add.5) sera joint en annexe au rapport.